

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des affaires étrangères

Arrêté du []

fixant une durée annuelle de travail effectif de référence réduite pour certains agents du ministère des affaires étrangères en service à l'administration centrale

NOR : [...]

Le ministre des affaires étrangères, la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature, notamment son article 1er ;

Vu le décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères ;

Vu le décret n° [...] du [...] portant dérogations aux garanties minimales de durée de travail et de repos applicables à certains agents du ministère des affaires étrangères en service à l'administration centrale ;

Vu l'avis du comité technique ministériel du ministère des affaires étrangères en date du 31 mai 2012 ;

Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en date du 5 septembre 2012 ;

Arrêtent :

Article 1^{er}

En application de l'article 1^{er} du décret du 25 août 2000 susvisé, compte tenu des sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent, la durée annuelle du travail effectif des personnels du centre de crise conduits à travailler de manière programmée les nuits, week-ends et jours fériés, est réduite à 1350 heures.

Cette durée se décompose comme suit :

- 1200 heures au titre de permanences d'une durée de 12h30, effectuées la nuit du lundi au dimanche, y compris les jours fériés, et le jour les samedis, dimanches et jours fériés,
- 150 heures au titre de réunions et de formations.

Article 2

Chaque permanence effectuée ouvre droit à 4 journées de récupération, à prendre le lendemain ou dans la semaine suivante.

Article 3

Le directeur général de l'administration et le directeur du centre de crise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le [].

Le ministre des affaires étrangères,

Laurent FABIUS

La ministre de la réforme de l'Etat, de la
décentralisation et de la fonction publique

Marylise LEBRANCHU

Le ministre délégué auprès du ministre
de l'économie et des finances, chargé
du budget

Bernard CAZENEUVE